

Quel travail révolutionnaire dans les usines ?

P. Bauby - P. Boedard - B. Frévaque -
G. Peurière - H. Rouilleault

Les débats du VII^e Congrès doivent se dérouler dans la clarté, ce qui suppose qu'il y ait un rapport clair entre les prises de position théoriques et les orientations pratiques qu'elles signifient. Comment prendre au sérieux le texte des camarades Rocard et Chapuis lorsqu'il s'affirme partie prenante du courant révolutionnaire, en même temps que l'un de ses signataires, le camarade Verlhac, cautionne, comme maire-adjoint, une mairie dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle sert à tout sauf à la lutte révolutionnaire ! Pour ne citer que le dernier exemple, Dubedout, maire de Grenoble, n'hésite pas à assimiler les gauchistes aux fascistes (dont plusieurs camarades du parti, blessés par les sud-vietnamiens fantoches). Le P.S.U. s'est contenté d'un communiqué, cela n'est pas suffisant, nous devons imposer la clarté : le congrès doit décider la démission de nos élus de Grenoble et nos camarades faire clairement leur autocritique devant les travailleurs.

Comment prendre au sérieux les camarades du texte 1 lorsqu'ils envisagent de regrouper « voire même après les luttes les travailleurs les plus combatifs », et que dix lignes plus loin ceux-ci deviennent « des militants d'avant-garde qui, pour des raisons conjoncturelles ne veulent pas rejoindre le P.S.U. ou tel ou tel groupe ». Un peu de sérieux, camarades ! Au moment où dans tous les conflits (Renault, R.A.T.P., Usinor...) se manifeste l'existence d'un large courant ouvrier en rupture avec les appareils syndicaux, on ne peut confondre ce courant avec les sympathisants des organisations révolutionnaires. On aimerait savoir ce qu'en pensent les camarades de Cléon qui, dans leur tribune libre, parlent de tout sauf de leurs pratiques. Ces camarades du texte 1 affirment par ailleurs, du bout des lèvres, refuser la fraction syndicale mais écrivent que « les syndicats sont un enjeu entre réformistes et révolutionnaires ». Que peut signifier le mot enjeu, sinon qu'il faut s'organiser pour prendre le maximum de pouvoir au sein des syndicats. Et c'est au nom de cette clarté politique que les camarades se permettent de mettre sur le même plan le texte Nord-Rhône et celui de Rocard-Chapuis (Tercé). A quoi joue-t-on ? Pour essayer de clarifier les débats, nous allons

préciser quelles sont à l'heure actuelle les tâches des militants révolutionnaires et en particulier des militants du P.S.U.

COMMENT FAIRE AVANCER L'AUTONOMIE DE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Contrairement à un certain nombre de camarades, ceux des textes Rocard et Gontcharoff, Simon-Craipeau et Beneteau-Morand, nous ne pensons pas que les questions centrales soient « faut-il être dans les syndicats et si oui pour y faire quoi ? ». La vraie question est « quel peut être le travail des militants révolutionnaires dans les usines ? » La question de l'attitude par rapport aux syndicats y est subordonnée.

Pour développer l'offensive ouvrière la première condition, tous les militants le savent, c'est la **démocratie de masse**, les assemblées générales préparées dans les différents secteurs, ateliers où tous les travailleurs peuvent prendre la parole et décider à main levée ; les comités de grève regroupant des syndiqués et des non-syndiqués, élus et révocables par l'ensemble des travailleurs.

Pousser à la démocratie de masse nous amène à nous heurter à ce qui est la tendance générale au niveau syndical, faire conduire les luttes par les délégués, chercher avant tout à négocier.

Dès lors se pose le **problème** : qui fait des propositions aux A.G. des travailleurs, car la démocratie ce n'est pas dire aux assemblées : « décidez ce que vous voulez », c'est leur faire des propositions et se soumettre à leur critique.

Nous pensons que le travail du groupe politique ne suffit pas pour prendre cette **initiative**, que dans les luttes actuelles apparaît un nouveau courant, une gauche ouvrière combative, qu'il faut structurer en **regroupant à partir des luttes les travailleurs les plus combatifs et les travailleurs les plus conscients, qu'ils soient syndiqués ou non**. Les regrouper pour tirer les leçons des luttes passées, chercher à impulser de nouveaux affrontements, chercher à imposer l'exercice de la démocratie prolétarienne de masse, ce qui est tout autre chose que la critique parasitaire des

syndicats. **Il est faux d'affirmer, comme le texte 1, « qu'il ne peut y avoir de forme d'organisation autonome des travailleurs qu'en période de crise révolutionnaire »** et qu'en attendant, il s'agit uniquement de militer dans les syndicats et de regrouper les révolutionnaires et leurs sympathisants. Est-ce des propositions sérieuses pour les 950 O.S. qui ont voté contre la reprise du travail proposée au Mans par la C.G.T. et la C.F.D.T. ? Dans les grosses concentrations ouvrières apparaissent des débuts de regroupement de la gauche ouvrière (Caterpillar, Batignolles, Flins...). **Ces regroupements ne sont ni l'expression de l'ensemble de la classe ouvrière comme l'est une assemblée générale, ni l'embryon du parti révolutionnaire.** Ils visent à regrouper la gauche de la classe, ceux qui, après la lutte de masse, veulent préparer les affrontements suivants. Malgré leurs difficultés, c'est la bonne direction. La question de leur permanence est liée à leur capacité à animer des luttes répétées : c'est particulièrement le cas là où il y a une masse d'ouvriers spécialisés réduits complètement à l'état de rouage de la machine, c'est-à-dire dans les usines où l'axe de lutte du contrôle ouvrier, tel qu'il a été défini par la C.N.E. et le programme d'action, trouve le plus sa justification. Cette attitude nous paraît la seule juste. En effet, si l'on n'a pas le souci constant de rassembler les travailleurs les plus combattifs, par quel coup de baguette magique le parti révolutionnaire se trouvera-t-il à la tête des conseils en période de crise révolutionnaire ?

Sous des modalités diverses, liées au type d'entreprise et aux traditions de lutte, il faut chercher à regrouper les travailleurs les plus combattifs et les plus conscients. Dans les entreprises publiques où le taux de syndicalisation est élevé (R.A.T.P., S.N.C.F.) ne faut-il pas regrouper les travailleurs les plus durs en particulier des différents syndicats... Il faudra chercher à unir la révolte des plus combattifs (les jeunes O.S. de la métallurgie, par exemple, qui sont souvent non syndiqués) et ceux qui ont une expérience de lutte et le point de vue d'organiser la lutte, qui sont souvent des militants syndicaux ou d'anciens militants syndicaux.

Là où les luttes sont les plus avancées, ce regroupement se fait actuellement dans des comités de lutte, si les syndicats sont clairement apparus comme un frein à la lutte ou, le cas échéant, autour de sections syndicales radicalisées.

En ce qui concerne ces dernières, qui sont souvent **des sections C.F.D.T., il faut préciser un**

certain nombre de choses.

— Pour court-circuiter les militants et sections C.F.D.T. qui jouent un rôle important dans les luttes dures (Faulquemont, Bruay, Batignolles, Renault à Billancourt et Flins, mais pas à Cléon où la C.F.D.T. ressemble beaucoup à la C.G.T...), **la C.G.T. et l'appareil de la C.F.D.T. essayent de remettre en place le front syndical commun.** Si cette opération réussit, elle coïncera les militants syndicaux les plus actifs, l'exemple de l'Italie où l'unité syndicale gêne de plus en plus la gauche de la F.I.M. (l'équivalent de la C.F.D.T.-métaux) nous le montre.

— **Le terme de sections syndicales radicalisées ne recouvre pas une réalité uniforme.** De nombreuses sections C.F.D.T. oscillent entre le développement des luttes et l'unité avec la C.G.T. Cela les amène, ainsi, comme à Renault, à pousser à la lutte quand la combativité est ascendante et, par contre, à s'aligner, ou presque, sur la C.G.T. à la fin de lutte. Même si elle a de l'impact sur l'usine, la C.F.D.T. est rarement une réelle force **d'organisation** d'une partie importante de la classe (on l'a encore vu à l'occasion de la manif sur la Commune à Paris). Ceci amène par exemple des militants C.F.D.T. actifs à se rendre compte de la nécessité d'un regroupement autonome des jeunes travailleurs (O.J.T.R. à Sidelor Knutange) et à chercher plus généralement à s'unir à tous les travailleurs combattifs des autres centrales ou non syndiqués.

— Les leaders du courant de gauche de la C.F.D.T. développent souvent des **illusions sur la possibilité de transformer globalement la centrale**, perspective aussi peu correcte que la volonté de la Ligue et de certains militants du P.S.U. de faire une fraction révolutionnaire dans la C.F.D.T. (c'est la logique de la position sur « l'outil syndical »), ou que les résurgences du syndicalisme révolutionnaire.

Là où les luttes sont moins avancées, ou là où la répression patronale est forte (Citroën, petites boîtes), ce peut être à l'intérieur des syndicats qu'il faut commencer le travail en développant parallèlement un travail politique autonome (journal de boîte ou inter-boîtes) et en y subordonnant son activité syndicale. Cela implique que nos militants abandonnent, quand cela n'a pas encore été fait, leurs responsabilités syndicales paralysantes et ne gardent que celles qui peuvent vraiment servir (délégués du personnel en général...).

Mais l'autonomie de lutte n'avancera pas seulement localement usine par usine, il faut organiser des réunions larges au niveau des trusts, des régions, des branches et même au niveau

national pour tirer des bilans, faire circuler des informations. Il **faudra** mettre sur pied progressivement un lieu **de rencontre** du type de « paysans de lutte » et un journal ouvrier national.

Il s'agit de reprendre l'idée des assemblées ouvriers paysans et de lui donner une réalité qui lui corresponde vraiment, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici.

Le regroupement des travailleurs les plus conscients et les plus combattifs prépare la construction du parti révolutionnaire, il n'y a en effet que les trotskistes pour imaginer que celui-ci pourra naître avant qu'une partie des révolutionnaires ait fait la démonstration concrète de la justesse de sa ligne politique en dirigeant des mouvements de masse significatifs pour la classe ouvrière et le peuple. Par ailleurs, pour que le regroupement des travailleurs les plus combattifs soit possible, **il faut dès maintenant que les militants les plus conscients jouent leur rôle** en offrant des perspectives quant à l'union de la lutte des différentes usines, avec les autres couches opprimées, avec les autres fronts de lutte, en les liant à la construction de la société future et à la stratégie de prise du pouvoir. C'est le rôle que doivent jouer les groupes politiques d'entreprises et donc les militants du P.S.U.

DES MAINTENANT, PREPARONS L'EMANCIPATION POLITIQUE DU PROLETARIAT

Emanciper politiquement le prolétariat pour qu'il se constitue en force autonome revendiquant le pouvoir, ce n'est pas se contenter de propager des thèmes et des mots d'ordre dans les boîtes pour provoquer des adhésions à une organisation politique. Il s'agit de forger l'outil capable de faire

rompre la classe ouvrière avec l'emprise politique et idéologique que la bourgeoisie exerce sur elle (des illusions électorales au tiercé).

Ecartons d'emblée les déviations spontanées. Elles reposent sur la fausse croyance qu'il suffit d'actions spectaculaires pour débloquent politiquement la classe ouvrière. Il est clair que la politisation de la classe sur ses propres thèmes passe par l'émancipation préalable d'un certain nombre de militants ouvriers. Mais il ne s'agit pas plus d'attendre indéfiniment la constitution d'un parti prolétarien pour commencer à politiser la classe dans son ensemble.

C'est par rapport à ces objectifs que nous devons considérer le groupe P.S.U. d'entreprise et son insertion dans une structure politique plus vaste.

Le groupe de boîte P.S.U. n'est pas sur le terrain de la production le simple diffuseur des thèmes du parti, il doit viser à regrouper les travailleurs conscients (peu importe qu'ils aient ou non leur carte).

Il a pour tâche de dégager dans la boîte un pôle révolutionnaire face à la bourgeoisie, au réformisme syndical et au révisionnisme du P.C.F. Il doit dénoncer les débouchés politiques du bloc réformiste (directions syndicales et PCF.) : élections, union de la gauche, démocratie avancée. Il doit s'attacher à détruire la division entreprises (c'est l'affaire des syndicats) - société (c'est l'affaire des partis et des élections), à montrer l'unité du combat ouvrier et du combat populaire. Par exemple, en prenant l'initiative d'une collecte pour une H.L.M. où on mène la lutte contre une expulsion, en organisant la lutte contre la répression et pas uniquement contre celle qui touche les travailleurs, etc. □